

# « Faisons de la question environnementale un vrai chantier démocratique. »

Secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger souhaite penser la transition écologique sans faire l'économie du social et donner toute sa place au débat démocratique, grâce aux corps intermédiaires.

## Union Sociale : Les préoccupations écologiques et sociales de notre pays sont-elles incompatibles ?

**Laurent Berger** : Pas du tout. Il ne peut y avoir d'emploi sur une planète morte, ni de salariés heureux sur une planète dégradée. Faire le choix de la transition écologique, c'est faire le choix de la qualité pour la performance économique en créant des emplois, mais aussi en développant de nombreuses innovations et une croissance plus sobre. C'est aussi opter pour la performance sociale, au travers des nombreux emplois non « délocalisables » qui pourraient voir le jour, mais également des circuits courts. Plus généralement, cette transition doit favoriser la qualité de vie. En effet, une croissance ultra-productiviste dégrade l'environnement mais touche également les personnes les plus fragiles, qui sont généralement les premières victimes des dérèglements climatiques et de la pollution.

## Union Sociale : En novembre, au tout début de la crise des gilets jaunes, vous aviez proposé au gouvernement un pacte social de la conversion écologique. Quels étaient les objectifs de cette démarche et les suites de cette initiative ?

**LB** : Durant l'été de l'année dernière, nous avons identifié trois bombes à retardement dans notre pays. Tout d'abord la bombe climatique dont les effets ne cessent de se faire sentir. Ensuite, la progression des inégalités qui menace toute notre cohésion sociale. Enfin, notre fonctionnement démocratique qui semble de plus en plus défaillant. La crise des gilets

jaunes résulte directement de l'addition de ces trois problématiques. Le pacte que nous avons proposé avait donc pour objectif de faire en sorte que les corps intermédiaires, syndicats, associations et l'ensemble des citoyens, arrivent à construire une transition écologique qui soit juste sur le plan de l'emploi, de la protection sociale et de l'accompagnement des plus fragiles. Tout ceci dépend des anticipations et des innovations sociales qu'il faut envisager collectivement. Malheureusement, nous n'avons pas été écoutés sur ce sujet. C'est la raison pour laquelle nous proposons aujourd'hui, à l'occasion du grand débat national, la mise en place d'un Grenelle du pouvoir de vivre, dans lequel les corps intermédiaires et les citoyens pourraient faire entendre leur voix.

## Union Sociale : La transition écologique apparaît le plus souvent comme une contrainte avant tout fiscale, jamais comme une opportunité. Comment changer la donne ?

**LB** : Pour atteindre cet objectif de transition écologique, il faut montrer que le travail et l'emploi ne sont pas des variables d'ajustement, souligner la nécessité d'anticiper différentes mutations et montrer leurs bénéfices. Au travers de contrats de transition écologique à décliner dans les territoires par exemple, il ne s'agit plus de stopper brutalement des activités dévastatrices sur le plan environnemental et pourvoyeuses de nombreux emplois, mais bien d'envisager avec les habitants et les travailleurs les reconversions nécessaires sur le long terme. Tout ceci suppose de réinventer la protection sociale au regard de cet enjeu écologique. Si l'on limite



cette transition environnementale à une question fiscale, sans en faire un vrai chantier démocratique, les choses ne pourront pas avancer.

### **Union Sociale : Justement, les débats à venir pour faire évoluer la société française sont-ils une opportunité de mettre la question écologique au centre des débats ?**

**LB :** Tout l'enjeu de ces débats est de donner la possibilité aux citoyens d'être acteurs des choix qui les concernent. Cette aspiration est de plus en plus forte dans la société française. Cela veut dire qu'il faut trouver des méthodes d'animation, de rencontre, de pédagogie aussi, qui vont permettre que cette parole s'exprime. Ces débats à venir peuvent avoir bien des vertus mais je crains que la question écologique passe au second plan. Pourtant, la dernière marche pour le climat ou encore la récente pétition pour que l'État respecte ses engagements en matière environnementale, ont rassemblé plusieurs millions de Français. Tout ceci prouve que cette préoccupation est présente dans la société. Le défi aujourd'hui est que ce sujet repasse au premier plan dans le débat démocratique, dans une perspective de progrès pour tous.

### **Union Sociale : Quel sera le rôle des corps intermédiaires, comme les syndicats ou les associations, pour atteindre cet objectif ?**

## **Observatoire du développement durable<sup>1</sup> : une mobilisation en hausse**

Après une campagne en 2017 où les répondants avaient défini « Mon Observatoire du développement durable » (MODD) comme un outil intéressant de gestion, d'analyse des projets et d'identification de pistes d'amélioration, le bilan de la campagne de collecte de 2018 s'appuie sur les résultats de 947 répondants volontaires issus des secteurs sanitaire, social et médico-social (contre 426 en 2017). 811 ont renseigné le MODD pour la 1<sup>re</sup> fois. Ce taux de renouvellement démontre l'intérêt pour les établissements de s'auto-évaluer au moins une première année, pour disposer d'une photographie de leur situation et se comparer avec les autres structures. D'autre part, ce chiffre met en lumière que la prise en compte opérationnelle des enjeux du développement durable et la mise en œuvre d'actions concrètes nécessitent du temps, au-delà du diagnostic de départ. Il sera intéressant de voir sous quelle échéance les structures voudront analyser l'impact de leurs actions et l'évolution de leur niveau de maturité pour cibler les axes de progression des structures et rendre opérationnelle les démarches de RSE.

Ce bilan montre également que le volet sociétal, soit la capacité des structures à travailler avec les acteurs de leur territoire, a été le volet le mieux renseigné et présente la plus forte maturité comparativement aux autres volets du développement durable. En outre, il semble que les structures identifient de plus en plus un responsable « développement durable » au sein de leur organisation, condition importante pour que cette notion s'ancre dans le secteur.

<sup>1</sup> Issu des travaux de partenariat entre des fédérations et organisations professionnelles des secteurs sanitaire, social et médico-social et l'ANAP, « Mon Observatoire du développement durable » permet de restituer des indicateurs chiffrés et non chiffrés pour apprécier la maturité des structures au niveau des axes gouvernance, sociétal, social, environnemental, achats responsables et axe économique.

**LB :** Il sera central, mais à condition que chacun d'entre nous arrive à sortir de son couloir. Les syndicats et les associations doivent davantage échanger et confronter leurs idées avec d'autres secteurs. On a un bel exemple avec la question de la lutte contre la pauvreté. Dans ce domaine, c'est bien parce que les syndicats et les associations se sont mobilisés ensemble que nous avons réussi à obtenir des choses. C'est cette démarche que nous devons viser pour le sujet environnemental. L'avenir des corps intermédiaires passe sans doute par leur capacité à travailler les uns avec les autres. ●

**Propos recueillis par Antoine Janbon**